

F. O.

Londres, ce 18 Mai 1898.

Mons. le Marquis,

En me référant
à la note que V. S. a bien
voulu m'adresser en date
du 11 Février dr. concernant
le projet d'un nouveau
traité d'extradition entre
la Grande Bretagne et les
Pays-Bas, je me trouve
chargé de porter à Sa con-
naissance que le Gouverne-
ment Néerlandais regrette
de ne pouvoir pour le mo-
ment adhérer aux proposi-
tions ^{additionnelles} du Gouvernement Bri-
tannique ~~quant à certaines~~
~~provisions~~ ^{sur} l'emploi crimi-
nel de matières explosives,
~~mais~~ mon Gouvernement
est prêt à examiner
sérieusement si les faits
énumérés par V. S., qui
jusqu'à présent ne consti-
tuent pas des délits pour
lesquels ~~des traités d'extradition~~
~~l'extradition~~ ~~peut~~
~~être accordée~~ ~~pourraient être~~
~~peuvent être~~ conclus chez nous,
pourraient être insérés dans
notre législation.

Si la loi générale Néer-
landaise sur l'extradition venait
à être changée en ce sens, mon
Gouvernement n'aurait pas
d'objection à conclure une
convention additionnelle avec
la Grande Bretagne ~~à ce sujet~~
~~à présent~~ ~~il lui semble~~
rait plus désirable de ne
pas retarder la signature
du nouveau traité d'extradition
entre les deux pays.

Veuiller, etc.

/ parce qu'elles se rapportent
à des actes criminels dont la
législation Néerlandaise
ne fait pas mention.
Cependant.

L'extradition peut être accordée

sur le sujet des matières explosives,

5